

**Les notes ci-dessous éclairent le diaporama. La proposition ci-dessous n'est pas nécessairement un plan de cours mais un panorama des différents angles qui peuvent être abordés en cours de façon linéaire ou sous l'angle d'entrées, de dossiers documentaires pour le jeu de rôle proposé.**

## **INTRODUCTION : Après la dictature, qu'est-ce qu'une entrée en démocratie réussie ?**

Novembre 1974, 11 mois après la Révolution des Œillets au Portugal, 4 mois après la fin de la dictature des colonnes en Grèce. Les jours de Franco, cela se sait, s'avèrent comptés. Par deux fois en 1974 et 1975 Juan Carlos est nommé chef d'état par intérim. L'ambassadeur de France Robert Gillet rencontre secrètement Juan Carlos à Madrid. La dictature doit finir. Gillet conseille au prince de se « démarquer » de Franco.

« C'est là tout le problème », m'a répondu Juan Carlos. Mais comment faire ? M'en aller ? Cela n'arrangerait rien. (...) Je sais qu'on me traite de marionnette. Je sais aussi que M. Giscard d'Estaing a dit : « L'Espagne, c'est foutu. Juan Carlos, c'est foutu. » Je connais assez la terminologie française pour ne pas voir dans ces mots une remarque déplaisante à mon égard. (...) Les choses sont plus difficiles sur le plan local qu'on ne peut se l'imaginer à l'étranger. (...) le général Franco, malgré mes objurgations, continue à freiner l'évolution.<sup>1</sup>

Cet échange le montre, y compris parmi les acteurs aux commandes, rien n'est fixé. Curieuse dynamique que celle de dette Espagne de 75, à l'opposé du drame du Chili qui tombe sous le joug de Pinochet. Mais situation plus trouble que la rupture plus nette que la Grèce ou que le Portugal. Par exemple, par opposition avec le Portugal qui peut être abordé en cours, les militaires portugais sont le moteur du processus démocratique. A l'inverse en Espagne, de larges secteurs de l'armée constitue une menace au retour de la démocratie.

Derrière les encouragements les diplomates demeurent prudents, s'inquiètent de plusieurs inconnues : la stabilité interne du nouveau régime, le degré d'atlantisme des partis à venir, l'imminence d'une adhésion à la CEE. Les archives écrites n'affirment ni n'infirment la légende dorée d'un appui tangible de la France envers Madrid. Si Jean-François Deniau joua un rôle ce fut en prise directe avec Valéry Giscard d'Estaing et Juan Carlos, sur le mode oral, sans trace. Et une part de légende dorée distillée par les acteurs clé.

Après quarante ans d'absence de démocratie il fallait, si possible, aider le roi et l'Espagne à découvrir la démocratie. Quand on me demande « Est-ce qu'il y a quelque chose dont vous êtes heureux dans votre vie ? » Professionnellement je dis, « ce que j'ai fait en Espagne ».<sup>2</sup>

=> pb pour nous, enseignants, de la source écrite. Dans l'intensité des rapports beaucoup de tractations furent réalisées de vive voix.

Face à la Transition : quelques espoirs, beaucoup de craintes. Des éléments d'instabilité de la démocratie naissante. Le rapport de la France à la Transition se décline en trois questions. Faut-il croire en l'évolution démocratique de l'Espagne ? Comment la soutenir ? Comment s'adapter au retour d'une nation libre dans les discussions internationales ? *A priori* l'idée d'une démocratisation exemplaire fait son chemin dans l'opinion et facilite le travail des Affaires étrangères. Dans le *Nouvel Economiste* Alain Duhamel salue en la Constitution de décembre 1978 « l'aboutissement d'une politique à la fois habile et audacieuse », le « retour d'une Espagne modernisée et enfin pluraliste au sein de la Communauté européenne occidentale ».

<sup>1</sup> AMAE, DE, 446. Note secrète rédigée par Robert Gillet, 16 novembre 1974. In

<sup>2</sup> Témoignage de Jean-François Deniau ; <http://jeanfrancois-deniau.org/espagne.htm> (accès du 7 novembre 2011).

Le voisin se débarrasse de la dictature pour se parer d'une monarchie parlementaire où le roi règne mais ne gouverne pas « comme la reine d'Angleterre »<sup>3</sup>. A Madrid Raymond Aron encourage la pacifique Espagne<sup>4</sup>. Pourtant *Amnesty International* dénonce plusieurs centaines de cas de tortures, rappels du franquisme à la fin de la décennie 1970. Ces accusations touchent « à vif la jeune démocratie espagnole » et confirment les informations du Quai d'Orsay<sup>5</sup>. Mythe fondateur de l'Espagne renouvelée la Transition est désormais idéalisée en démocratisation pacifique. Sophie Baby démonte ces clichés. De novembre 1975 à l'élection de Felipe Gonzalez en 1982 la violence est endémique. Pas moins de 700 assassinats font « des années de la transition les plus sanglantes depuis les années de l'après-guerre »<sup>6</sup>. Le Quai d'Orsay ne s'assoupit donc pas, redouble de prudence face à une poudrière. Premier péril, un putsch militaire. Deuxième écueil, une dislocation du royaume sous pression des nationalistes. Enfin face à l'effervescence des partis la monarchie peut-elle survivre à la transition ?

Jusqu'aux années 2000 voire 2010 dans l'opinion et dans l'historiographie prévalait fréquemment la thèse d'une transition espagnole modèle de réussite. Désormais lectures plurielles. Se multiplient au contraire les discours sceptiques sur ce processus de démocratisation. Transition réussie ? Transition pacifique ? Transition populaire ? Rien n'est moins sûr.

**Définition de TRANSITION :** Passage d'un état à un autre. *Transition peut être brusque, brutale, rapide.* Ou lente/ graduelle. Mais suppose déjà que chacun s'entende sur le point A et sur le point B.

- historiographie récente s'interroge sur les interprétations sceptiques de la Transition espagnole à la démocratie depuis son origine jusqu'à nos jours. Car en résumé en fonction des acteurs politiques les buts n'étaient pas les mêmes :

Les « immobilistas » : pour eux la transition est un échec car n'a pas conduit à préservation d'un régime autoritaire et vertical à l'image de la matrice franquiste.

Les « reformistas » : ce sont eux, peut-être, qui ont été dominants sur les 30 ans derniers avec le modèle d'une transition exemplaire.

Les « rupturistas » : pour eux la Transition n'est pas aboutie puisque la République n'est pas établie, on en reste au régime prôné par Franco dans son testament politique, à savoir une monarchie constitutionnelle.

⇒ Si on est davantage axés sciences politiques. Apport des *democratization studies* tentent de discerner l'autonomie des phénomènes politiques par rapport aux conditions historiques de leur réalisation et le rôle, des acteurs, des réseaux, de leurs choix et stratégies<sup>7</sup>.

⇒ Consensus moins un désir des élites et du peuple espagnol qu'une nécessité. Le changement politique n'a pas été le fruit de la mobilisation populaire, mais

---

<sup>3</sup>AMAE, DE, carton 4361. Editorial d'Alain Duhamel, *Le Nouvel Economiste*, 11 décembre 1978. In Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? - De l'isolement franquiste à la démocratie européenne, la France au défi, 1957-1979*, Euroclio, PIE Peter Lang, Bruxelles, 2015, 307 p.

<sup>4</sup>AMAE, DE, 4392. Coupures de presse : Raymond Aron à Madrid, le 9 décembre 1976.

<sup>5</sup>La presse locale convient d'une dizaine de cas sur la centaine estimée par *Amnesty International* et préfère le terme « bavure » à celui de « torture ». Contre des *etarras* pour l'essentiel. AMAE, DE, 4361. Margerie pour DE, 3 décembre 1980.

<sup>6</sup>Baby, Sophie, *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 25, IRICE, p.192.

<sup>7</sup> Voir livre collectif fondamental en quatre volumes dirigé par O'Donnell, Schmitter et Whitehead, *Transitions from the authoritarian rule*. Première publication en Etude comparative de divers processus de transition vers la démocratie en Europe de l'Est, en Europe du Sud et en Amérique latine.

Pablo MARTIN-PAÑEDA, LGT Albert Camus, Rillieux-la-Pape  
Agrégé d'histoire, docteur en histoire contemporaine.

s'est opéré dans le cadre prévu par le régime franquiste, à la suite de la mort du leader, avec le roi qu'il avait lui-même désigné (Juan Carlos) et ses hommes politiques (Carlos Arias, Adolfo Suárez, Leopoldo Calvo Sotelo).

⇒ Derrière la légende dorée d'une transition réussie et consensuelle la réalité s'avère parfois plus sombre. La période est violente, indécise. La croissance économique qui faisait de l'Espagne le second pays derrière le Japon durant les Trente glorieuses est stoppée net durant les premières années de la transition, ce qui renforce la crise politique.

**PB:** Entre 1975 et 1982, par le croisement de quatre disciplines de l'enseignement de spécialité, quels rapports de force structurent le mythe d'une transition espagnole pacifique?

## I) Garantir les libertés.

### A) 1975-1978 : bâtir un nouveau régime. ☑ SP/H

#### VOIR JEU DE ROLE DIAPORAMA

=> partie orientée SP notions clé à aborder :

=> croiser avec la partie H pour bien comprendre les rapports de force, puisque le choix du régime en Espagne s'avère intrinsèquement lié à ces rapports de force entre RUPTURISTES, REFORMISTES DURS, REFORMISTES MODERES, IMMOBILISTES.

=> permet de présenter les acteurs, les partis aussi.

⇒ Option ambitieuse : jeu de rôle.

⇒ Option moins plus accessible chronophage, analyse d'affiches, de discours, de mots clés, de vidéo.

#### Face à la brume constituante.

Attentisme sur la floraison des partis. Là aussi la France esquivait le guêpier. Tant que la Constitution n'est pas adoptée<sup>8</sup> point d'engagement. Les pouvoirs du roi, Paris les sait durement débattus. D'emblée les avant-projets évoquent une monarchie parlementaire mais l'inconnue vient surtout des puissants PCE et PSOE. Les communistes ne sont pas favorables à la nomination du chef du gouvernement par le roi<sup>9</sup>. Quant aux intentions de Felipe Gonzalez, chef du PSOE, elles sont connues des services français depuis sa rencontre avec Deniau le 8 juillet 1977. L'ambassadeur estime González « prêt à jouer loyalement le jeu d'une opposition modérée » car celui-ci reconnaît les mérites de Juan Carlos. Cependant le socialiste exclut tout consensus : pas « de position intermédiaire entre un roi à la Hassan II et un roi à la Baudouin de Belgique », martèle-t-il<sup>10</sup>.

Quant au rôle de l'Etat sur l'économie les positions sont si divergentes que tant que la Constitution n'est pas adoptée la France ne peut adopter de ligne claire. Les trois questions clivantes sont le droit de grève, l'équilibre privé/public, les conditions d'expropriation. *Alianza Popular* refuse toute

---

<sup>8</sup> Un ouvrage récent compile une vingtaine d'analyses des processus constitutants en Espagne sur le temps long: Varela-Suanzes, Joaquín, *Política y Constitución en España (1808-1978)*, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, Madrid, 2007, 649 p. Pour une approche centrée sur le poids des partis dans l'échafaudage juridique de 1978 et réciproquement : Gallego Castañera, Carmen, *Los partidos políticos en el ordenamiento constitucional español (constitución de 1978)*, Facultad de Derecho, Madrid, 1988, 200 p.

<sup>9</sup> AMAE, DE, carton 4352. Synthèse des avant-projets de constitution. Non daté, non signé. Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>10</sup> AMAE, DE, 4361. Deniau à DE, diffusion réservée, 8 juillet 1977, p.3. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

Pablo MARTIN-PAÑEDA, LGT Albert Camus, Rillieux-la-Pape  
Agrégé d'histoire, docteur en histoire contemporaine.

expropriation forcée et toute grève des fonctionnaires. L'UCD, dans une position intermédiaire, accepte la grève pour tous sauf pour la police, et milite pour une économie hybride dite « sociale de marché » ; elle rejoint l'AP sur l'interdiction de toute forme d'expropriation. Quant au PSOE il milite pour le droit de grève pour tous et pour un rôle accru de l'Etat dans la gestion des entreprises et de l'emploi<sup>11</sup>. Même l'avenir du rapport au religieux n'est pas limpide. L'UCD et l'AP souhaitent la « mention expresse de l'Eglise catholique et des autres confessions » dans la Constitution. Les autres partis prônent une dimension non confessionnelle de l'Etat<sup>12</sup>.

### **Le rôle des acteurs individuels et institutionnels.**

Par rapport aux cas Grecs ou Portugais, particularité d'Espagne est que rue est présente la convocation aux Cortes Constituentes, puis après ce sont les élites qui prennent le relais.

Evènement clé pour distinguer LES politiques, LA politique, LE politique. Période de brouillard où beaucoup d'acteurs se placent.

- ⇒ Tandem Roi/ Suarez : le rôle des acteurs individuels mythes et réalités. Etude du 23F par ex.
- ⇒ Le syndicalisme : CCOO qui dans les années 1980 tente de s'éloigner du PCE pour devenir un syndicat plus technique, et donc plus large, de défense de tous les travailleurs.
- ⇒ Poids des techniciens, sur place et à l'étranger, par ex, Opus Dei.
- Les mouvements politiques : leurs continuités, par ex, AP => PP.
- Leur souplesse aussi, leurs points de convergence et de divergence. La Coordination démocratique, connue sous le nom de Platajunta, était un organisme unitaire opposé au régime dictatorial créé le 26 mars 1976 par la présentation d'un manifeste. Objectifs : l'amnistie, la liberté politique et la convocation d'élections aux Cortes constituantes.

-J.-F. Deniau résume dès 1976 le malaise des piliers sécuritaires du franquisme que furent la police et l'armée<sup>13</sup>. Le 17 décembre affluent devant le ministère de l'Intérieur cinq cents policiers. Leurs revendications sont statutaires : salaires, sécurité sociale, liberté d'expression à l'égard d'autres fonctionnaires, et non comme des soldats. Sur le fond des attentes police et armée convergeraient. Victimes d'un « choc psychologique » ils « se refusent à être les bouc-émissaires du régime franquiste ». Autre problème jusqu'à 1978 puisque l'Espagne « ne vit pas sous un régime clairement défini » : entre réprimer les manifestations et soutenir la démocratisation quel parti choisir ? D'où l'oscillation entre deux penchants : soit un « zèle ralenti », soit des « tentations extrémistes »<sup>14</sup>. Et si « à 90% » militaires et policiers n'auraient « aucun désir de se soulever »<sup>15</sup> Deniau craint que cette perte d'appui place Madrid en mauvaise posture face à la question basque<sup>16</sup>.

-Obstacles administratifs et financiers<sup>17</sup>. Selon Deniau, le « démontage de l'appareil franquiste » se heurte à plus d'un épineux « vide juridique »<sup>18</sup> d'où une « crise » de l'administration

---

<sup>11</sup>AMAE, DE, carton 4352. Emmanuel de Margerie à la DE du 5 juillet 1978. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>12</sup>AMAE, DE, 4352. Fiche sur divorce, peine de mort, religion. Non daté non signé.

<sup>13</sup> Toutes les chancelleries procèdent de la sorte. Cf. Martin Garcia, Oscar, in Lemus Encarnación (alii.), *El fin de las dictaduras ibéricas, 1974-1978*, Pluma y Centro de Estudios Andaluzes, Séville, 2010, p.135-152.

<sup>14</sup>AMAE, DE, 4361. Deniau à DE, 23 décembre 1976. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>15</sup>AMAE, DE, 4365. Bulletin de renseignement du 7 décembre 1978. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>16</sup>AMAE, DE, 4365. Deniau à DE, diffusion réservée, 18 mai 1977. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>17</sup>AMAE, DE, 4352. Deniau pour la DE, lettre, 19 août 1976. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>18</sup>AMAE, DE, 4352. *Ibid.*, Représentants des collectivités locales, des familles, des corps de métiers. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

dans l'après-franquisme. « Beaucoup de fonctionnaires ont l'impression de naviguer à vue dans le brouillard administratif ». Des cadres incertains sur l'avenir politique peinent à prendre leurs responsabilités, par exemple lors des manifestations où il ne savent plus avec quel degré de dureté sévir face à des activistes, et optent parfois pour un total laisser faire<sup>19</sup>. Or Margerie le rappelle, sans stabilité, avec un Etat fragile, peu d'investisseurs se risquent sur le marché espagnol<sup>20</sup>.

-Oubli de la liturgie franquiste se conjuguer à la revanche, festive, de l'anti-franquisme. Le 27 mars 1977 pour la première fois depuis la guerre civile la Confédération Nationale du Travail tient meeting<sup>21</sup>. Symbole fort la CNT, anarchiste, principale force syndicale du pays en 1936, renaît de ses cendres. Certes face aux deux millions de membres des années 1930 elle n'en compte que 20 000 en 1977. La « vitalité de l'anarchisme en Espagne » compte moins pour Deniau que la signification démocratique du retour de la CNT au grand jour car c'est l'attitude du gouvernement face à cette mouvance qui l'intéresse. Les manifestations de la CNT en mars 1977 sont discrètement encadrées par les autorités qui n'interviennent point. Mieux, la CNT recouvre ses biens confisqués pendant la guerre<sup>22</sup>. Les syndicats célèbrent sans contrainte le 1<sup>er</sup> mai à partir de 1978.

Pourtant la floraison du syndicalisme libéré constitue matière à de plus graves réflexions. Le droit d'association syndicale est adopté par les Cortes le 30 mars 1977. Or il demeure difficile pour Paris de mesurer l'importance des différents syndicats. Certes les Commissions Ouvrières (liées au PCE) et l'UGT (liée au PSOE) dominent. Mais les entités secondaires constituent une réalité importante, plus mouvante, moins saisissable, avec cependant « un impact essentiel sur le jeu politique »<sup>23</sup>.

**Fidélité au roi, fidélité à Franco : les piliers sécuritaires vus de Paris :** Quant à l'armée les nostalgiques du *Caudillo* ne déclarent pas forfait. Ils sont à l'affût.

**Efficacité du tandem Juan Carlos/Suárez.** Progressivement, le roi se met en retrait et se cantonne à ses prérogatives constitutionnelles. De plus le Quai d'Orsay pense que Juan Carlos a nommé Suárez mais n'a contracté aucun engagement à son égard. En cas de crise, il peut s'en défaire. Appréciable fusible. D'après Deniau le tandem était pourtant mal parti. Au début Deniau fustige la « maladresse indéniable » de Juan Carlos, qui a choisi son premier ministre « sans prendre les précautions les plus élémentaires » contre les ambitions « d'hommes politiques chevronnés qui considéraient qu'ils avaient donné des gages à la politique réformiste »<sup>24</sup>. Emmanuel de Margerie transmet des inquiétudes similaires en novembre 1978 alors que bruissent des velléités de sédition au sein de l'armée. Margerie estime que pour aider Suárez les Neuf doivent faire une déclaration collective pour appuyer « psychologiquement » les artisans de la Constitution<sup>25</sup>.

## **B) 1978-1981 : instaurer une nouvelle organisation de l'Etat => Géopolitique.**

---

<sup>19</sup>Par exemple 35 000 fonctionnaires du Mouvement, du Syndicat Vertical et du Ministère de l'Information perçoivent un traitement alors qu'ils ne sont plus employés. AMAE, DE, carton 4353. Etude de l'énarque stagiaire à Madrid Roland Hureau transmise à DE, septembre 1977, p.18. Né en 1948, haut-fonctionnaire, chargé d'enseignement à l'IEP de Toulouse <http://roland.hureau.over-blog.com/> (accès du 14 avril 2011).

<sup>20</sup>AMAE, DE, 4352. Margerie pour DE, 26 octobre 1978, diffusion réservée. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>21</sup> Reyes Casado, Gil, in *Actas del III Simposio en historia actual, Instituto de Estudios Riojanos*, 2002.

<sup>22</sup>AMAE, DE, 4370. Deniau, 31 mars 1977. Droit d'association adopté le 30 mars 1977, appliqué le 28 avril.

<sup>23</sup>AMAE, DE, carton 4373. Note de la SDEM, 2 février 1978, p.7. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>24</sup>AMAE, DE, 4352. Jean-François Deniau pour la DE, 6 juillet 1976. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>25</sup>AMAE, DE, carton 4361. Margerie pour la DE, 20 novembre 1978. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

=> Carte de la répartition des autonomies, décisions...histoire sur le temps plus ou moins long.

### Les autonomismes, thème et variations.

Les autonomies régionales frémissantes constituent un risque d'implosion pour la démocratie naissante. Le péril se décline en deux volets : d'abord une épineuse affaire constitutionnelle, ensuite un terrorisme croissant<sup>26</sup>. Le Quai d'Orsay ne s'intéresse de près qu'au Pays Basque, poudrière frontalière<sup>27</sup>, et scrute la capacité de la nouvelle classe politique régionale à contrer les nationalistes radicaux puisque l'autonomie tient du « *pari* ».

-(...) selon quel rythme ils envisagent de poursuivre le processus d'autonomie;  
-comment ils apprécient les chances et les risques qu'une telle refonte de l'Etat présente pour l'avenir de la démocratie espagnole.<sup>28</sup>

Les politiciens basques souhaiteraient une implantation affirmée de l'industrie française afin de se dégager de l'étreinte castillane<sup>29</sup>. Pourtant les activités de l'ETA continuent de perturber le voisinage. Bien sûr, le *Caudillo* décédé les *etarras* perdent l'appui de l'opinion<sup>30</sup>, toutefois de laborieuses extraditions rappellent les incompréhensions de l'époque franquiste. La plus emblématique demeure celle d'Angel Apalategui, incarcéré à Marseille le 21 juin 1977, accusé d'assassinat. Le 27 juillet la cour d'appel d'Aix-en-Provence rejette la demande d'extradition au motif d'entorses administratives<sup>31</sup>. Puis les manifestations de soutien (20 000 personnes à Saint-Sébastien), sa grève de la faim en prison (20 kg perdus), et la lecture juridique du dossier poussent la cour à mettre Apalategui en liberté conditionnelle le 9 septembre. Apalategui en profite pour s'échapper. D'où de nouvelles frictions avec Madrid, même si le Quai d'Orsay se retranche derrière la magistrature<sup>32</sup>.

La mort de Franco ne constitue donc pas une rupture dans la coordination franco-espagnole face à l'ETA, ou plutôt dans sa non-coordination, d'autant plus que la période 1975-1981 correspond à une « guerre sale ». La présence sur le sol français de groupuscules illégaux combattant les *etarras* tels ATE (Antiterrorisme ETA) ou Guerrilleros du Christ-Roi<sup>33</sup> est qualifiée de « lamentable » par le ministre de l'Intérieur Michel Poniatowski devant l'Assemblée Nationale le 4 juin 1975. Or en 1976 le *Batallón Vasco Español* (BVE) poursuit ses attentats entre Saint-Jean de Luz et Bayonne. Après une baisse d'activité de ces mouvances en 1977 celles-ci redoublent de vigueur entre 1978 et 1980. Bâtiments incendiés et voitures piégées hantent le Pays-Basque français<sup>34</sup>. L'OFPPA répond désormais à un

---

<sup>26</sup>Voir Ysàs, Père in Navajas Zubedia, Carlos (éd.), *Actas, op. cit.*, p.101-125 ;

<sup>27</sup>AMAE, DE, 4352 : débats aux Cortes ; 4355 : documentation française ; 4358 : Pays-Basque. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>28</sup>AMAE, DE, 4358. Note de la SDEM, 14 novembre 1979. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>29</sup>AMAE, DE, 4358. Fiche établie par la SDEM, 27 mai 1977. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>30</sup>AMAE, DE, 4358. Fiche SDEM, confidentielle, 8 juillet 1976. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>31</sup>La demande espagnole se fonde sur le mandat d'arrêt du juge de Saint-Sébastien. Mais ce dernier ne l'a pas fourni dans le délai des 30 jours à la cour d'Aix-en-Provence. Néanmoins, si ce mandat d'arrêt vient à être fourni ultérieurement, les textes en vigueur n'interdisent pas la reprise du processus d'extradition. C'est l'esprit de la convention franco-espagnole d'extradition du 14 décembre 1877 et de la loi française du 20 mars 1927 sur l'extradition. AMAE, DE, Espagne, 4358. Note de la SDEM, 20 septembre 1977.

<sup>32</sup>Clark Robert P., *The Basques, the Franco years and beyond*, Université du Nevada, Reno, 1979, p.297-299. Miguel Angel Apalategui reprend du service à l'ETA et demeure actif durant les années 1980. Né en 1955, il serait désormais à Cuba. Voir : <http://www.lanuevacuba.com/archivo/notic-02-12-1031.htm> ( 22 juin 2011).

<sup>33</sup>Ils multiplient les attentats contre l'ETA en France. Liens opaques avec le gouvernement madrilène.

<sup>34</sup>Morán Sagrario, *ETA entre España y Francia, op. cit.*, p.140.

nouveau cas : les demandes de protection d'*etarras* déjà réfugiés mais qui craignent d'être tués par les commandos anti-ETA<sup>35</sup>.

Il faut attendre 1983 pour que s'amorce une collaboration effective avec Madrid et que les *etarras* se résignent à renoncer à l'asile français, suite à un dîner le 20 décembre entre François Mitterrand et Felipe Gonzalez. Dans la perspective de l'élargissement de la CEE Mitterrand accepte à l'avenir les demandes d'extraditions espagnoles. Le trait du président de la République est connu : « Il n'y a pas de réfugiés politiques qui viennent d'une démocratie. Il n'y a que des criminels de droit commun ». La « fin du sanctuaire » commence le 9 août 1984 lorsque le tribunal de Pau accepte quatre demandes d'extradition<sup>36</sup>. Jusqu'alors la France n'aide donc pas la démocratie naissante dans la lutte contre le terrorisme.

- ⇒ L'histoire de l'organisation territoriale de l'Espagne commence au XVI<sup>e</sup> siècle avec l'union dynastique de la couronne d'Aragon et de la couronne de Castille et la conquête du royaume de Navarre. Identités fortes, culture des *fueros*, langues propres....etc...déjà sous la II<sup>e</sup> République Espagnole, la Constitution républicaine attribuaient culture et éducation à l'Etat central mais n'empêchaient pas Pays Basque et catalongne d'enseigner leur langue maternelle ni de gérer leurs propres écoles.
- ⇒ La Constitution espagnole de 1978 n'établissait pas un modèle territorial définitif, mais définissait ce que Jesús Leguina Villa appelait "un État régionalisable unitaire", c'est-à-dire un État qui permettait l'accès à l'autonomie des nationalités et des régions en établissant une série de procédures conduisant à une régionalisation ultérieure de l'ensemble du territoire. Le nouveau modèle d'État politiquement décentralisé a été construit dans les années qui ont suivi la promulgation de la Constitution.
- ⇒ La Constitution établit deux voies d'accès à l'autonomie: la voie lente, définie à l'article 143, et la procédure accélérée, définie à l'article 151. En outre, elle incorpore une série d'exceptions à l'article 144 et à des dispositions supplémentaires et transitoires. La construction de l'État des autonomies a débuté après la promulgation de la Constitution espagnole le 29 décembre 1978.

País Vasco (1979), Cataluña (1979) et Galicia (1981) ont accepté l'autonomie par le biais de la deuxième disposition transitoire et du traitement de l'article 151.2, en utilisant la procédure accélérée mais sans faire face aux exigences strictes de l'article 151.1. Les pactes autonomes de 1981 entre l'UCD et le PSOE organisaient l'accès à l'autonomie du reste des régions. Navarre (1982) s'accorda pour une autonomie. L'article 144.a de la Constitution a été utilisé pour établir la Communauté de Madrid dans l'intérêt général. Dès 1992, les communautés du premier degré (voie rapide) et du deuxième degré (voie lente) étaient assimilées de manière relative dans le cadre des pactes autonomes de 1992 entre PSOE et PP. Les deux derniers statuts d'autonomie sont ceux de Ceuta et Melilla (1995), qui ont été établis en tant que villes autonomes.

### **C) 1981-1982 : consolider la démocratie. =>H : 23F et procès, alternance, coupe du monde.**

\*Etouffer un coup-d'état et des velléités putschistes : fiches de lecture sur Javier Cercas par ex + commentaire de l'extrait vidéo de coup d'Etat. + bilan sur un procès spectaculaire qui marque les esprits.

En amont tension permanente que le gouvernement UCD n'apaise pas. Raisons : les conséquences de la crise économique ; les difficultés de mise en œuvre d'une nouvelle organisation territoriale de

<sup>35</sup> AMAE, DE, 4358. Margerie à DE, 7 juin 1978. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>36</sup> Cf. Morán Sagrario, *ETA, op. cit.*, p.177-178. ; p.199-200.

l'État ; les actions terroristes de l'ETA , les résistances de certains secteurs de l'armée à accepter un système démocratique.

Etudier avec élèves *Anatomie d'un Instant*, de Javier Cercas.

- Le 23 février 1981 putsch est une convergence entre les partisans d'un coup radical, promu par Tejero et le capitaine général Jaime Milans del Bosch et ceux d'un coup modéré promu par le général Alfonso Armada, homme de confiance du roi. Premiers symptômes du malaise de l'armée apparaissent en avril 1977, lorsqu'à la suite de la légalisation du Parti communiste d'Espagne (PCE) l'amiral Gabriel Pita da Veiga ministre de la Marine, démissionne. En novembre 1978 a lieu le démantèlement de *l'opération Galaxia*, qui est une tentative de coup d'État, à la suite duquel son chef, Antonio Tejero, est seulement condamné à sept mois de prison.

**\*préparer l'alternance. Campagne du PSOE de 1982.**

**1<sup>ère</sup> VICTOIRE D'UNE MAJORITE CLAIREMENT DE GAUCHE EN Espagne DEPUIS LE FRONT POPULAIRE EN 1936. Notions de BIPOLARISATION/ALTERNANCE**

Les **élections générales espagnoles de 1982** se sont tenues le 28 octobre 1982, afin d'élire les trois cent cinquante députés et les deux cent huit sénateurs de la deuxième législature espagnole.

- Avec plus de 48 % des voix et une large majorité absolue, le PSOE est l'un des deux grands gagnants de ce scrutin.
- UCD, score catastrophique et disparition,
- L'alliance de centre-droit AP-PDP est l'autre grand vainqueur.

**II) Assurer la stabilité.**

**A) Sortir de la crise économique et sociale => H**

**Extrait vidéo INA + documents sur les manifestations.**

-Les pactes de la Moncloa, accords signés au Palais de la Moncloa pendant la transition espagnole le 25 Octobre 1977, entre le gouvernement espagnol de la législature constituante, présidé par Adolfo Suárez, les principaux partis politiques dotés d'une représentation parlementaire. Sur le plan politique : limiter restrictions à la liberté de la presse, droits de réunion, d'association politique et la liberté d'expression approuvés, relations sexuelles entre hommes et femmes non mariés décriminalisés... Dans le domaine économique limite d'augmentation de salaire fixée à 22% (inflation prévue pour 1978), maîtrise de la masse monétaire et dévaluation de la peseta (détermination de la valeur réelle du marché financier) pour contenir l'inflation; réforme de l'administration fiscale avant le déficit public, ainsi que mesures de contrôle financier prises par le gouvernement et la Banque d'Espagne face au risque de faillites bancaires et à la fuite des capitaux à l'étranger.

**B) Une fragmentation du territoire. =>Géop et G.**

Des forces centrifuges. La question des autonomies + la question des deux Espagne.

Aménager le territoire. => G

Désenclaver le territoire afin de stimuler la prospérité. Derrière, idée ancienne, libérale : pays prospères et ouverts moins tentés par les régimes autoritaires.



Face à ce pays neuf l'alternative est simple : soit le regarder comme un jeune rival, soit s'associer à ce dynamisme. Confrontation ou coopération ?<sup>37</sup> Pragmatique, la DATAR participe à de ce regard neuf dès 1973. Laurence Badel étudie la fragmentation de la diplomatie française dans le domaine des exportations et des grands contrats<sup>38</sup>. Sur ce point en Espagne la DATAR joue un rôle décisif. Plutôt que d'y implanter des entreprises la DATAR canalise vers la France les participations hispaniques. D'emblée elle voit en l'Espagne non pas, seulement, une région à développer, mais un territoire au cœur de la mondialisation. En octobre 1973 la DATAR ouvre un bureau à Madrid. L'ambassade de France y voit une force d'appoint salutaire<sup>39</sup>. Bien qu'encouragée dès Pompidou, très favorable à la DATAR, la direction centrale du Quai semble rétive à l'égard de cette nouveauté. François Essig, Délégué à l'Aménagement du Territoire dès le 12 septembre 1975, dresse à ce sujet des mémoires édifiantes.

-France très active dans les années 1970, avec tous pays européens d'ailleurs, pour créer des pôles de développement, pour développer des centrales nucléaires aussi. CEA et EDF françaises travaillent avec leurs homologues espagnols pour développer centrales nucléaires : programmes de Vandellos I et II dans années 1970.

-Plans de densification du maillage autoroutier.

-Outre le Sahara progresse l'idée d'un lien entre Algérie, Espagne et France autour d'un gazoduc transméditerranéen. Les avances sont franco-espagnoles. Le blocage est algérien. Paris canalise ainsi les ambitions méditerranéennes de l'Espagne dans une coopération bilatérale auprès d'un pays tiers. La DAEF souligne les potentialités d'une coopération dans les hydrocarbures car les deux voisins connaissent des situations analogues. Sans ressources propres l'Espagne couvre 67% de ses besoins énergétiques par des importations de pétrole. Toutefois Paris manque d'informations sur les contrats entre Madrid et Alger, zones d'ombre qui limitent l'action des services français<sup>40</sup>.

-Dans le gaz les avancées se nouent autour du consortium SEGAMO -Société d'Etudes sur le Gaz en Méditerranée Occidentale. SEGAMO est d'une extrême importance selon la DAEF et associe Gaz de France, la société espagnole Enagas et l'algérienne Sonatrach. Objectif : construire un gazoduc transméditerranéen fournissant 25% des besoins français à l'horizon 1985. En outre il s'agit d'un geste politique. Les présidents algérien et français invoquent de concert SEGAMO lors de la première visite d'Etat française dans l'Algérie indépendante, les 10-12 avril 1975. L'ambitieux dessein naît en 1956 avec la découverte du gisement d'Hassi R'mel, plus grande réserve gazière d'Afrique<sup>41</sup>. Dès 1956 la France imagine un tuyau reliant l'Algérie à la métropole par le biais de la péninsule ibérique soit à la hauteur de Gibraltar -option retenue- soit par Almería *via* Oran. De 1959 à 1964 diverses sociétés françaises Gaz de France en tête sondent les fonds. En Espagne le comité interministériel Eurafrigas est créé pour ce projet. Trois facteurs stoppent ces démarches : indépendance de l'Algérie, découverte de gaz aux Pays-Bas, perfectionnement des navires méthaniers.

-Après dix années de sommeil le projet rebondit. C'est la création de SEGAMO en 1973. Cette société est surtout algérienne (50% des capitaux pour la Sonatrach, dont le directeur général préside aussi la SEGAMO). L'Espagne et la France y font jeu égal (25% chacun pour ENAGAS et pour Gaz de

---

<sup>37</sup>AMAE, DE, 4391. Mémoire d'Hélène Laurent, *op. cit.*, p.45.

<sup>38</sup>Badel, Laurence, *Diplomatie et grands contrats*, *op. cit.*, p.281.

<sup>39</sup>AMAE, DE, 417. Compte-rendu mission DATAR à Valence, 20-21 mai 1976.

<sup>40</sup>AMAE, DE, 389. Note réalisée par la DAEF, 23 février 1976.

<sup>41</sup><http://www.sonatrach-dz.com/NEW/detail-HR.html> (page consultée le 6 avril 2011).

France). SEGAMO est considéré réalisable dès 1985 ou 1986. Le débouché ultime de la Sonatrach est la Ruhr<sup>42</sup>. Cruciale, l'Espagne est le passage obligé du gazoduc<sup>43</sup>. Madrid exige d'emblée une contrepartie à la France: la mise à disposition pour l'Enagas du stockage souterrain de Lussagnet dans les Landes. Gaz de France accueille mal cette exigence toutefois la DAEF considère SEGAMO si décisif qu'il convient de garder un « esprit ouvert »<sup>44</sup>. Or les errements sont nombreux. Ils sont techniques, mais la froideur du climat politique n'a pas contribué au gommage de ceux-ci. L'ABC qualifie le projet d'ancien et d'utopique dès 1983. Après deux décennies le 11 octobre 1994 le premier tronçon du pipeline est posé. Le gaz n'y circule pas avant 1996. Entre temps le nom de SEGAMO s'est volatilisé. Le tube est désormais connu sous le nom du *Maghreb-Europe Gas pipeline* (MEG), Gazoduc Maghreb-Europe (GME), ou encore *Pedro Duran Farell pipeline*<sup>45</sup>. Et, ce qui était peu probable dans les années 1970, il raccorde désormais l'Algérie à l'Espagne *via* le Maroc<sup>46</sup>.

### III) S'intégrer aux autres démocraties.

#### A) Rejoindre l'Europe. => H/Géop.

La légitimation finale provient du président de la Commission Roy Jenkins. Dans un discours qu'il prononce à Bruxelles le 5 février 1979 Jenkins célèbre la Constitution proclamée à peine deux mois plus tôt, le 6 décembre 1978<sup>47</sup>. Ce même jour Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères français et président du Conseil des Communautés, est à l'unisson.

Les premières relations contractuelles entre votre pays et la Communauté remontent à 1970. (...) Depuis lors, les choses ont bien changé. (...) La Communauté (...) s'est engagée dans un second élargissement, vers le sud cette fois. De son côté, l'Espagne –sans laquelle on ne saurait valablement parler d'Europe– a connu à son tour des changements fondamentaux : le processus de démocratisation a conduit au rétablissement de la démocratie pluraliste et des droits fondamentaux (...) je suis sûr, et telle sera ma conclusion, que ces négociations que nous entamons aujourd'hui seront menées à bonne fin grâce à une volonté commune de tout mettre en œuvre pour aboutir.<sup>48</sup>

#### **Agonie franquiste, convulsions communautaires : la France dans la tourmente.**

Les condamnations à mort de septembre 1975 enrayent ce rapprochement car la CEE suspend les négociations avec l'Espagne. Jean-Marie Soutou, représentant français au COREPER, n'a pas de mots assez durs pour la « lourde erreur » que représente à ces yeux ce gel rendu public le 27 septembre. D'après Soutou ce choix encourage la radicalisation de Franco<sup>49</sup>. Toutefois le COREPER ne résiste pas à l'indignation générale qui pousse dès le 25 septembre le Parlement européen à exiger une

---

<sup>42</sup>Esteban Orozco Vallejo *in Revista de Obras Públicas*, octobre 1979, p.835-852.

<sup>43</sup>AMAE, DE, 389. *Ibid.*

<sup>44</sup>AMAE, DE, volume 389. *Ibid.*, 26 février 1976, p.2. *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>45</sup>Pedro Durán Farell, ingénieur et hommes d'affaires catalan, finit sa carrière comme président de l'espagnole Enagas et meurt le 11 juillet 1999. Voir Beltran, Alain (dir.), *Oil producing countries and oil companies*, PIE Peter Lang, Bruxelles, 294 p., notamment p.223-231 et p.231-241 sur la Sonatrach.

<sup>46</sup>ABC du 1<sup>er</sup> avril 1983, « EE UU lazo de unión para un estratégico acuerdo hispano-marroquí ».

<sup>47</sup>AHCE, Bruxelles, discours des présidents de la Commission, Jenkins, 5, 1979. *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>48</sup>AHCE, Bruxelles, BAC 147/1991, numéro 78. Ouverture des négociations, 5 février 1979. *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>49</sup>AMAE, DE, 428. Rozières pour DE, 31 janvier 1974. Et Soutou, Jean-Marie, *Un diplomate engagé, mémoires 1939-1979, op. cit.*, p.505. *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

Pablo MARTIN-PAÑEDA, LGT Albert Camus, Rillieux-la-Pape  
Agrégé d'histoire, docteur en histoire contemporaine.

suspension des pourparlers. Le jour des exécutions, le 27, les Neuf stoppent les négociations<sup>50</sup>. Dès lors, quel rôle pour la France?

D'après Soutou la Commission aurait vu son comportement « dicté, pour une bonne part, par l'agitation des organisations syndicales »<sup>51</sup> car en interne les membres du COREPER sont moins tranchés que face aux journalistes. IRA oblige, les Irlandais estiment être mal placés pour dénoncer une sanction contre des terroristes. Allemands et Britanniques rappellent qu'il est difficile d'arrêter la négociation avec l'Espagne puisque l'objectif de celle-ci (association ? adhésion ?) n'est toujours pas fixé. Danois, Luxembourgeois et Belges s'inquiètent de représailles économiques. S'exprimant à titre personnel et en dernier Soutou résume ces atermoiements :

J'ai (...) souligné que la Communauté se trouverait fort embarrassée le jour où, sous la pression de ses propres intérêts (...), il lui faudrait (...) mettre un terme au gel des négociations.<sup>52</sup>

Lors du Conseil européen des 6 et 7 octobre le ministre Jean Sauvagnargues concilie plusieurs principes : préservation des droits de l'Homme *et* non-ingérence ; volonté de ne pas ostraciser *et* respect des antifranquistes. Sauvagnargues est franc: « enfermer l'Espagne dans un ghetto » renforce isolation et répression. Aussi Sauvagnargues préfère-t-il un malléable report *sine die* à une suspension tonitruante mais périlleuse<sup>53</sup>. Parmi les modulations du gel des négociations la France opte pour un gel *a minima*.

Le Conseil se prolonge tard dans la nuit et accouche de deux textes. Le premier, communiqué à la presse au matin, transcrit la modération de Sauvagnargues. Le deuxième, à usage interne, évoque les représailles contre la dictature. Là aussi la voix de la France l'a emporté. Aucune « suspension » n'est mentionnée, le Conseil européen n'a pris aucune décision. Soutou résume : le Conseil « ne ferme aucune porte »<sup>54</sup>. Pourtant ce drame de septembre pousse la France dans ses retranchements. S'achève une séquence de discours volontariste affirmée par Pompidou dans sa conférence de presse de janvier 1971. Rappelons la formule expressive de Michel Jobert face à López-Rodó à Helsinki en marge de la CSCE le 5 juillet 1973. Lors de cet entretien chaleureux Jobert affirmait : « Notre désir est de vous précipiter dans le Marché Commun ». La France se posait en accélérateur de l'Histoire communautaire<sup>55</sup>. Ironie du sort le Quai freine l'éloignement<sup>55</sup> mais n'accélère pas le rapprochement<sup>56</sup>. La France a déçu. Trop d'ambiguïté. Toutefois la mort du *Caudillo* ébauche une nouvelle temporalité où les reculades ne sont plus une option.

-Pour rappel, à peine quelques mois après Traités de Rome : discours d'Avilés du 24 septembre 1957 est considéré comme une prise de position nette de Franco en faveur de la CEE, prononcée toutefois dans une sorte de digression à l'occasion de l'inauguration d'un haut-fourneau. Signaux clairs, mais non assumés. Pour échapper à l'humiliation d'un refus, l'horizon communautaire est évoqué distinctement mais quasi accessoirement, mêlé à d'autres sujets. L'Espagne suggère son intérêt mais ne s'affiche point pressée.

---

<sup>50</sup> Trouvé, Matthieu, *op. cit.*, p.169.

<sup>51</sup> La Confédération Européenne des Syndicats (CES) dénonce dès le 26 septembre le régime franquiste. En France, la CGT demande la suspension immédiate de toutes les négociations et de tous les échanges impliqués par l'accord préférentiel de juin 1970. Trouvé, Matthieu, *op. cit.*, p.169.

<sup>52</sup> AMAE, DE, 428. Soutou pour DE, 3 octobre 1975. *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>53</sup> AMAE, DE, volume 428. *Ibid.* *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>54</sup> AMAE, DE, volume 428. *Ibid.* *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>55</sup> AMAE, DE, volume 445. Compte-rendu de l'entretien Jobert López Rodó, Helsinki ; 5 juillet 1973.

<sup>56</sup> AMAE, DE, volume 428. SDEM, 18 juin 1975. *in* Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

Le général Franco lui-même laisse *entrevoir* ses buts (...). Il a en effet déclaré « Nous devons sortir de nos frontières et lutter au sein du Marché Commun (...) ». De telles paroles indiquent une profonde modification du chef de l'Etat et l'influence grandissante qu'exerce sur lui la nouvelle équipe dont il s'est entouré. (...) le Gouvernement espagnol pense déjà « européen ». <sup>57</sup>

-Franco ne définit pas cette nouvelle ligne mais donne son aval. « Nous avons été appelés parce que les politiques n'entendaient rien à l'économie »<sup>58</sup>, confirme Alberto Ullastres, ministre du Commerce, homme clé du plan de stabilisation de 1959. Loin des phalangistes ces nouveaux experts intégrés à l'exécutif de 1957 forment le « clan des partisans » de la CEE<sup>59</sup> et troublent « les habitudes invétérées de certains »<sup>60</sup>. → Plus d'Europe en Espagne = moins d'idéologues d'extrême-droite aux commandes, et davantage de libéralisation Espagne. Preuve tangible, un personnage-témoin qui incarne l'aile réactionnaire: le marquis de Nerva, Francisco Javier Elorza y Echániz, directeur des organisations internationales au sein du palais de Santa-Cruz. Nerva incarne une « tendance particulièrement nationaliste ». Il a « durement et longuement combattu pendant la guerre civile » ; il a gardé de cette époque certaines « rancunes » et un « attachement passionné » au régime franquiste. Pourtant, désormais, il proclame son intérêt pour le Marché Commun. Margerie consigne ces propos de Nerva, détonants :

Plus je vais, et plus je suis convaincu que nous devons tendre non pas seulement à une formule d'association plus ou moins étroite avec le Marché Commun, mais à une adhésion totale. (...) Pour triompher [des] obstacles, il n'y a pour nous de meilleur moyen que le rattachement aux institutions internationales, dont le caractère collectif et un peu anonyme nous permet de prendre des conseils ou d'accepter des mesures contre lesquelles nous aurions tendance à nous cabrer si l'avis venait d'un seul.<sup>61</sup>

-Reste à mesurer l'écart entre ces réflexions de stagiaires et l'action de l'exécutif. Valéry Giscard d'Estaing déclare que la « libéralisation et l'ouverture contribueront à faire entrer l'Espagne dans le Marché Commun »<sup>62</sup>. Celle-là multiplie par 2,7 ses importations en provenance de la France entre 1970 et 1976, tandis que la France multiplie ses importations en provenance d'elle par 3,7. Intégrer l'Espagne avantagerait les producteurs français de lait, de bétail, de céréales, opinion que ne partage pas le ministre de l'Agriculture Michel Cointat, qui s'en ouvre au premier ministre Chaban-Delmas<sup>63</sup>.

A l'inverse, Jacques Chirac et le PC militent contre l'entrée de l'Espagne car il s'agit d'une menace, selon eux, pour la main d'œuvre française.<sup>64</sup>

### => Espagne dans la CEE : frein ou accélérateur de la démocratie ?

Je suis convaincu que l'évolution positive de l'Espagne franquiste doit beaucoup sinon tout à l'Europe, quand je compare avec l'attitude américaine. L'influence américaine ne conduisait pas l'Espagne là où elle est allée grâce à l'Europe, parce que l'Amérique ne s'est soucée que de créer des bases et d'organiser des autoroutes qui font partie du dispositif stratégique en cas de conflit en Europe<sup>65</sup>.

Ce témoignage *a posteriori* de Jean-Marie Soutou, représentant la France au COREPER de mai 1975 à octobre 1976, révèle la concurrence à la fin du franquisme entre deux aides d'origine et de nature

<sup>57</sup> AMAE, DE, 236. Madrid, chargé d'affaires Gérard Clauzel à la DE, 25 septembre 1957, p.2. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>58</sup> Bayod, *Franco visto por sus ministros*, Planeta, 1981, p.473. Cité par Trouvé Matthieu, *op. cit.*, p.34.

<sup>59</sup> Trouvé Matthieu, *ibid.*, p.34.

<sup>60</sup> AMAE, DE, 236. La Tournelle à la DE, 18 septembre 1959, p.2.

<sup>61</sup> AMAE, DE, 329. Roland de Margerie à DE, diffusion réservée, 30 janvier 1962.

<sup>62</sup> Déclaration reproduite dans *Ya* du 19 mai 1974, cité par Trouvé, Matthieu, *op. cit.*, p.143.

<sup>63</sup> Le déficit de la balance commerciale française en matière agroalimentaire passe de 4 à 10,7 milliards de pesetas entre 1970 et 1975. Trouvé Matthieu, *op. cit.*, p.144.

<sup>64</sup> Martin-Pañeda, Pablo, *Que dire à l'Espagne ?*, *op. cit.*, p.186 et p.194.

<sup>65</sup> Soutou, Jean-Marie, *Un diplomate engagé*, *op.cit.*, p.494.

différente. Les manœuvres madrilènes arrachent toujours davantage aux Etats-Unis. La mort de Franco accélère la signature d'un traité le 24 janvier 1976 dit « d'amitié et de coopération » plus prometteur que celui d'août 1970. L'engagement nouveau court jusqu'en 1981 et approfondit liens économiques et affinités politiques. En outre se profile l'adhésion à l'OTAN ; Washington accepte de ne plus héberger en Espagne des sous-marins nucléaires et, enfin, de ne plus y entreposer d'armes chimiques ou bactériologiques. Plus troublant, les Etats-Unis cautionnent la demande d'adhésion de l'Espagne à la CEE. L'ambassade de France s'inquiète de ce « droit de regard » des Etats-Unis « sur le déroulement-même des négociations à venir ». Vu de Paris la Maison Blanche, pour séduire Madrid, demande plus à l'Europe qu'elle n'accorde elle-même à l'Espagne.

D'après Soutou la Commission aurait vu son comportement « dicté, pour une bonne part, par l'agitation des organisations syndicales »<sup>66</sup> car en interne les membres du COREPER sont moins tranchés que face aux journalistes. IRA oblige, les Irlandais estiment être mal placés pour dénoncer une sanction contre des terroristes. Allemands et Britanniques rappellent qu'il est difficile d'arrêter la négociation avec l'Espagne puisque l'objectif de celle-ci (association ? adhésion ?) n'est toujours pas fixé. Danois, Luxembourgeois et Belges s'inquiètent de représailles économiques. S'exprimant à titre personnel et en dernier Soutou résume ces atermoiements:

J'ai (...) souligné que la Communauté se trouverait fort embarrassée le jour où, sous la pression de ses propres intérêts (...), il lui faudrait (...) mettre un terme au gel des négociations.<sup>67</sup>

Lors du Conseil européen des 6 et 7 octobre le ministre Jean Sauvagnargues concilie plusieurs principes : préservation des droits de l'Homme et non-ingérence ; volonté de ne pas ostraciser et respect des antifranquistes. Sauvagnargues est franc: « enfermer l'Espagne dans un ghetto » renforce isolation et répression. Aussi Sauvagnargues préfère-t-il un malléable report *sine die* à une suspension tonitruante mais périlleuse<sup>68</sup>. Parmi les modulations du gel des négociations la France opte pour un gel *a minima*.

## B) Rejoindre l'OTAN ? => H/Géop.

➔ La raison première, transcendante, s'avère militaire. L'Espagne demeure une « pièce maîtresse » du dispositif de défense occidental, un appendice de l'Hexagone qui renforce sa profondeur stratégique. Aussi la péninsule doit-elle demeurer imprenable à toute subversion communiste et la France doit-elle œuvrer à la « disponibilité politique » du pouvoir madrilène<sup>69</sup>. Prédomine donc le *tempo* espagnol. Marqué par son isolement ponctuel des Nations Unies, Franco compense cette relégation une diplomatie incisive. Jean-Bernard Raimond, ancien ministre des Affaires étrangères et conseiller du président Georges Pompidou fut marqué par l'excellence de diplomates espagnols, « très bons », voire surprenants<sup>70</sup>. De surcroît Paris est moins libre qu'il n'y paraît. Elle doit préserver son image tandis que l'Espagne, décomplexée par des années d'ostracisme, s'affranchit de ces considérations. Ce pays n'est donc pas un angle mort du Quai d'Orsay et lui révèle au contraire

<sup>66</sup>La Confédération Européenne des Syndicats (CES) dénonce dès le 26 septembre le régime franquiste. En France, la CGT demande la suspension immédiate de toutes les négociations et de tous les échanges impliqués par l'accord préférentiel de juin 1970. Trouvé, Matthieu, *op. cit.*, p.169.

<sup>67</sup>AMAE, DE, 428. Soutou pour DE, 3 octobre 1975. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>68</sup>AMAE, DE, volume 428. *Ibid.* in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>69</sup>AMAE, DE, Espagne, carton 407. « L'importance stratégique de la péninsule ibérique », note confidentiel défense établie par le SGDN, 22 juin 1972, p.5. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>70</sup>Entretien du 23 février 2010. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

certaines faiblesses et potentialités de son action à l'international. Réside là un stimulant rapport du fort (la France, puissance moyenne) au faible (l'Espagne, pays marginalisé). A rebours des schémas préconçus c'est souvent l'Espagne convalescente qui impose son rythme à la France rayonnante.

⇒ Donc, pour justifier ces conversations avec Madrid, la RFA mentionne ces réticences françaises<sup>71</sup> : Nos généraux, [déclare l'ambassadeur de RFA à Margerie], sont extrêmement préoccupés par le problème de l'espace. Il est si restreint en Allemagne occidentale (...) que les alliés atlantiques, en cas d'attaque soviétique, se trouveraient immédiatement le dos au mur, pour ne pas dire plus vulgairement le derrière dans l'eau. Aussi notre état-major déplore-t-il vivement que l'Espagne ne fasse point partie de l'OTAN (...) bien des organisations en profondeur deviendraient possibles.<sup>72</sup>

+ intérêt dans ventes de AMX 30, de Mirage F1, etc.... pas que GF, intérêts commerciaux derrière.

⇒ Revirement du PSOE montre passage de parti d'opposition à parti de gouvernement.

- Le 30 mai Espagne 1982 est devenu le seizième membre de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. L'adhésion à l'OTAN signifiait alliances syndicales système de défense dirigé par les Etats-Unis qui avaient cristallisé pendant la guerre froide. Le 15 Juin 1980, le gouvernement de l'UCD a annoncé sa décision d'entamer des négociations en 1981 pour intégrer l'Espagne dans l'OTAN, sans tenir compte de la Déclaration de 1977 selon Programmati à laquelle doit être pris une décision à cet égard après un débat parlementaire approfondi. Enfin, il y avait l'entrée de l'Espagne dans l'organisation militaire, sous la direction de Leopoldo Calvo Sotelo, le 30 mai 1982. L'adhésion à l'OTAN a rejet de larges secteurs sociaux et l'opposition, en particulier le PCE et le PSOE. En Janvier 1986, le gouvernement socialiste dirigé par Felipe González a appelé à un référendum sur l'OTAN restant. Le PSOE a exhorté le « oui » malgré avoir fait partie de l'opposition depuis des années.

- Si, en 1981, le PSOE défendait l'Espagne de collaborer avec l'équilibre international ne faisant pas partie de l'OTAN, il affirmait en 1984 qu'il devait le faire tout en y restant; s'il affirmait en 1981 que l'OTAN légitimait les dictatures portugaise, grecque et turque, il affirmait en 1984 que l'OTAN réunissait des pays démocratiques ", souligne le rapport Trente questions sur l'OTAN. L'Espagne a adhéré à l'OTAN au début de 1982. Le gouvernement de l'UCD, dirigé par Leopoldo Calvo Sotelo, a signé l'adhésion le 10 décembre 1981. Deux mois plus tôt à peine, une enquête publiée par El País avait révélé % de la population espagnole était favorable à l'entrée, alors que 52% ont déclaré ouvertement leur opposition et 30% ne savaient pas ou ne répondaient pas. Le soutien populaire à l'UCD a également chuté. Sur 6,2 millions de voix en 1979, il n'a pas atteint le million et demi aux élections d'octobre 1982, au cours desquelles le PSOE a triomphé et est passé de 5,5 millions à plus de 10 voix. Felipe Gonzalez, qui venait d'arriver récemment, organisait un référendum sur la permanence de l'Espagne dans l'OTAN. Cependant, en moins de cinq ans, le leader socialiste est passé de préconisant l'abandon de l'Alliance à la défendre avec ferveur, menaçant même de quitter le gouvernement: "Quiconque veut voter non, réfléchit avant quelle force politique parviendra à gérer ce vote "<sup>73</sup>

### **C) Devenir l'exemple des démocraties Une transition exemplaire ? => H des représentations.**

<sup>71</sup> AMAE, DE, 239. Note de la DE, 29 janvier 1960. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>72</sup> AMAE, DE, 239. Note confidentielle de l'ambassade madrilène, 29 février 1960, p.3. in Martin-Pañeda Pablo, *Que dire à l'Espagne ? – op. cit.*

<sup>73</sup> <https://www.publico.es/politica/cronica-engano-30-anos-del.html>

- Perce une mutation du regard français sur l'Espagne. Qu'ils soient des fonctionnaires expérimentés ou des stagiaires, les Français en mission déconstruisent les stéréotypes avec lesquels ils ont grandi. D'où l'ébauche d'une image plus positive, davantage gage d'avenir commun. Parfois bien sûr, de nouveaux clichés remplacent les anciens. D'autres, multiséculaires, ne peuvent disparaître du jour au lendemain. Autrement dit par regard neuf entendons *nécessité perçue* par les élites d'un regard neuf. Cet esprit nouveau se résume à trois considérations. S'opère d'abord le passage d'une domination supposée à une admiration réelle. Paris s'étonne des facultés d'adaptation à la modernité économique (concurrence exacerbée) ou politique (affirmation du pluralisme, éveil de la société civile) de son voisin. Ensuite le regard français se veut moins superficiel. Il ne se focalise plus sur les querelles palatines et questionne désormais les aspirations nationales. Enfin ce voisin n'est plus un pays à part mais un voisin normal, ami et concurrent, comme d'autres.

L'Espagne n'est plus une contrée à soutenir mais un voisin exemplaire. Fort de son séjour en 1978 Valéry Giscard d'Estaing estime que les Espagnols lui ont « *donné une leçon de décrispation* », voit le roi d'Espagne et Adolfo Suárez s'entretenir chaleureusement avec Santiago Carrillo, le leader de PCE si longtemps exilé, et avec le jeune Felipe Gonzalez. Le tout sous les yeux de la veuve Franco. « Qui pourrait imaginer, en France, une pareille réunion ? »<sup>74</sup>. Certes les *topoi* résistent, y compris chez Deniau, dont les mémoires condensent les lieux communs: Don Quichotte, orgueil ibérique, *limpieza de sangre*. Toutefois lors de sa prise de fonction Deniau distingue « l'Espagne d'hier » et celle de « demain », admet ne pas être fin connaisseur de la culture espagnole et s'estime doté d'un seul atout : savoir « ce qu'il ne faut pas faire », soit « commander une paella à Saragosse »<sup>75</sup>. Mieux connaître autrui, c'est d'abord admettre de ne pas le connaître.

Deniau fournit aussi des décryptages plus serrés au Quai d'Orsay. Il insiste beaucoup sur les classes moyennes : 27% de la population active en 1959 contre 55% en 1976, ce qui se répercuterait sur l'opinion. L'Espagnol serait moins frondeur qu'auparavant, plus attaché à la prospérité, à la tranquillité publique. Deniau opère une distinction entre « anciennes classes moyennes » (petit patronat et professions libérales plutôt conservatrices) et « nouvelles classes moyennes » (employés du secteur tertiaire, plus sensibles à la gauche)<sup>76</sup>.

➔ Les regards neufs sur l'Espagne émergent souvent de stagiaires. A Madrid ils doivent percer, monter l'acuité de leurs analyses. Ce mélange d'ambitions de jeunesse et d'une moindre imprégnation des *topoi* de Mérimée ou de Bizet que leurs aînés accouche de travaux détonants. En 1978 la polytechnicienne Hélène Laurent achève son séjour à l'ambassade par un mémoire limpide sur les représentations franco-espagnoles. Comme les étudiants du CHEAr, Hélène Laurent précise d'emblée que l'Espagne est mal connue des Français, ce qui entraînerait chez les Espagnols un sentiment de supériorité, d'infériorité aussi. Supériorité car ils mettent un point d'honneur à être fiers de l'être. Infériorité car ils guettent les progrès français de toute espèce. Par ailleurs la France aurait trop longtemps mésestimé de vieilles rancunes. Depuis le Moyen-âge l'Espagne reprocherait à la France de

<sup>74</sup>Giscard d'Estaing, Valéry, *Le Pouvoir et la Vie*, tome 1, Compagnie 12, Paris, p.338.

<sup>75</sup>Deniau, Jean-François, *Mémoires de 7 vies : croire et oser* : tome 2, Plon, Paris, p.343-345.

<sup>76</sup> Les « classes moyennes » englobent ici les chefs d'entreprise (industrielle, agricole, commerciale) employant moins de cinq salariés, les professions libérales, les employés, les cadres moyens et supérieurs. AMAE, DE, carton 4369. Deniau à la DE, 2 février 1977.

ne pas l'avoir aidée dans la *Reconquista*, ou encore de s'être alliée aux Turcs après la bataille de Lépante.

### **Espagne heureuse, avec forte croissance, coupe du Monde 1982 !**

Premier grand évènement médiatique à être diffusé sur les cinq continents après le mariage du Prince Charles et de Lady Diana Spencer, dans 140 pays et devant un milliard de téléspectateurs. Rapporte des dizaines de millions de dollars à l'Espagne, donne une belle image, prépare aussi les J.O de Barcelone 1992.

### **MAIS !**

Reste à connaître les analyses internes, loin de la presse, que livrent les diplomates français. Il n'est pas question de revenir sur le regard porté par les médias français et par l'opinion française. Aline Angostures et Anne Dulphy ont déjà traité la question. Aline Angostures démontre que la transition ne détruit pas les stéréotypes français en Espagne, du moins pas avant les années 1980. Entre 1975 et 1978 au contraire, même d'éminents hispanistes plaquent sur les évolutions espagnoles une grille interprétative pétrie de poncifs<sup>77</sup>. Anne Dulphy démontre que les Français voient dans la Constitution le retour aux standards d'Europe occidentale et souligne la quasi-absence de comparaison au sein du grand public entre cette trame espagnole et la Révolution des Œillets, observation que recourent les analyses du Quai d'Orsay. Les diplomates français ne lient pas ces deux événements spatialement et chronologiquement proches. Plus intéressant encore, Anne Dulphy rappelle la propension des commentateurs français à comparer le tandem Juan Carlos/Adolfo Suárez à l'homme providentiel de la France, de Gaulle<sup>78</sup>.

### **Une transition pacifique ?**

Lieu commun partout en occident : Giscard, Deniau, Raymond Aron en France...

-23 F ....entrée par le roman... « Anatomie d'un instant de Javier Cercas ».

MAIS travaux récents malmènent cela, notamment ceux de Sophie Baby.

-Revenons un instant à la réalité de la violence pendant la transition. L'ETA est loin d'être la seule organisation armée à avoir alors provoqué morts et blessés. Du côté de l'extrême gauche antifasciste, si les groupes anarchistes et le Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP), bras armé du Parti communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) (PCE m-l)<sup>15</sup>, ont vite disparu après la mort de Franco – neuf morts sont quand même à leur imputer –, les Groupes de résistance antifasciste 1er octobre (GRAPO), fondés en 1976, ont causé à eux seuls, jusqu'en 1982, la mort de 66 personnes au cours de

---

<sup>77</sup>Angostures, Aline in Dulphy Anne, Léonard Yves (dir.), *De la dictature à la démocratie : voies ibériques*, P.I.E- Peter Lang, Bruxelles, 2003, p.279-291.

<sup>78</sup>Dulphy Anne, in Dulphy Anne, Léonard Yves, *ibid*, p.257-277.

Pablo MARTIN-PAÑEDA, LGT Albert Camus, Rillieux-la-Pape  
Agrégé d'histoire, docteur en histoire contemporaine.



près de 300 attentats<sup>16</sup>. Quant à l'extrême droite, nébuleuse composée à l'époque d'une myriade de groupuscules pour beaucoup non identifiables, nos travaux lui imputent 67 assassinats, dont 14 sont à mettre sur le compte de Force nouvelle, le parti de Blas Piñar<sup>17</sup>, qui réussit à obtenir un siège de député en 1979, et 38 sur celui de la « guerre sale » contre le terrorisme basque sous les sigles ATE (Antiterrorisme ETA), Triple A ou BVE (Bataillon basque espagnol)<sup>18</sup>. Il conviendrait d'ajouter à ce bilan les victimes des Groupes antiterroristes de libération (GAL), créés sous les auspices du gouvernement socialiste de Felipe González en 1983 pour lutter contre l'ETA : 28 personnes, pour la plupart des civils sans lien avec l'organisation indépendantiste, sont mortes sous leurs coups. Ce sont ainsi près de 160 victimes de groupes armés qui viennent se rajouter à celles de l'ETA.

-le tableau victimaire de la transition ne serait pas complet si l'on omettait les nombreux individus tombés sous les balles des forces de l'ordre au cours de la dispersion d'une manifestation ou d'un incident policier (interpellation, course-poursuite, barrage routier, etc.) : 146 civils et 30 membres des groupes armés y ont trouvé la mort entre la disparition de Franco et la fin 1982. À l'exception de certains cas isolés, comme celui des ouvriers de Vitoria tués le 3 mars 1976 sur lesquels nous reviendrons plus loin, ces victimes ont longtemps été des figures absentes tant du récit transitionnel que des revendications mémorielles. Et c'est presque, sinon malgré elles, du moins sans leur impulsion, que le « mouvement de récupération de la mémoire historique » a fini par les entraîner dans son sillage.

#### + « Un passé qui ne passe pas »= PACTE DE SILENCE.

##### ***Voir documentaire *Le Silence des Autres*.***

Première tentative judiciaire en Espagne fut celle du juge Baltasar Garzón. Ouvre en 2008 auprès de l'Audience nationale une instruction sur la disparition des victimes de la guerre civile et de l'immédiat après-guerre. Cette dernière fut aussitôt refermée en raison de l'évidente extinction de la responsabilité pénale des principaux accusés, Franco en tête. Trois ans plus tard, la juge María Servini de Cubría lançait un premier mandat d'arrêt international contre quatre anciens tortionnaires du franquisme, dont le tristement célèbre « Billy el Niño », Juan Antonio González Pacheco, alors âgé de 67 ans, avant de demander l'extradition d'autres personnalités du régime, dont l'ancien ministre de l'Intérieur d'Adolfo Suárez, Rodolfo Martín Villa.

⇒ La loi d'amnistie ayant été la plus importante est celle du 14 octobre 1977, votée par un congrès des députés contenait deux articles qui instauraient l'impunité pour les actes de violence institutionnelle effectués sous la dictature. Autrement dit, elle interdisait de juger les responsables de violations des droits de l'homme commises sous le franquisme. En échange, les réformistes du régime sortant avaient auparavant accepté la libération de tous les prisonniers politiques, la légalisation du Parti communiste espagnol et de réelles élections libres en juin 1977.

⇒ Une idée dominait en effet au sein de la classe politique : « L'Espagne démocratique doit, à partir d'aujourd'hui, regarder devant elle, oublier les responsabilités et les faits de la guerre civile, faire abstraction de quarante ans de dictature [...]. Un peuple ne peut pas et ne doit pas manquer de mémoire historique mais celle-ci doit contribuer à favoriser l'émergence de projets pacifiques communs et non pas alimenter des rancœurs tournées vers le passé » (El País, 15 octobre 1977).

=> Des actes symboliques ont été accomplis pour créditer d'un sens fort cette volonté de réconcilier la communauté nationale tout entière, comme le retour du *Guernica* de Picasso en 1981. Etait conservé au MoMA de New York depuis quatre décennies, mais, à l'opposé ce n'est qu'en 1995 que les pièces de monnaie à l'effigie de Franco ont été retirées de la circulation et beaucoup de nom de lieux et de rues honorent encore des éléments franquiste.

⇒ **la *Movida*.**

Le mouvement culturel le plus notable de la transition est la *movida* madrilène, qui incarne tout à la fois : libéralisation radicale des mœurs de l'Espagne après 40 ans de carcan franquiste national-catholique et déclin de l'art militant qui avait caractérisé la période franquiste<sup>14</sup>. Portée par le désir de renouveau de la jeunesse espagnole et l'émergence de nouveaux acteurs sur le plan artistique et culturel, elle a contribué à la modernisation et à l'intégration de la société espagnole dans l'Europe démocratique. La *Movida* est personnifiée par les figures de la musique, du cinéma, du design, du graphisme ou de la bande dessinée, mais elle se fait aussi sentir dans d'autres aspects de la culture, ainsi que dans les mœurs sociales.

Almodovar bien sûr... mais aussi groupes comme Radio Futura : pop rock espagnol. Pendant son existence, il fait partie du mouvement culturel de la *Movida* dans les années 1980, peu après la mort du dictateur Franco et le début du processus de retour à la démocratie. Il cesse ses activités en 1992.